

Monsieur le Président de la République
PALAIS DE L'ELYSEE
55 rue du Faubourg Saint Honoré
75008 PARIS

Par télécopie : 01 47 42 24 65

Et par courrier

PARIS, le 19 novembre 2008

AFFAIRE : FAMILLE AGBOBLI / X

Monsieur le Président de la République,

A l'occasion de la visite de travail en France du Président de la République Togolaise, Monsieur Faure Gnassingbé, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai été saisi, conjointement avec des confrères togolais et maliens, par les ayants-droits de Monsieur Atsutsè Kokouvi Agbobli, historien, journaliste, ancien ministre et Président du Mouvement pour le Développement National (MODENA), parti d'opposition du Togo, disparu dans la nuit du 13 au 14 août 2008 et retrouvé mort le 15 août 2008 sur une plage de Lomé.

Contrairement aux déclarations du Procureur de la République de Lomé en date du 19 août 2008 indiquant une mort volontaire par intoxication médicamenteuse sur la base d'un rapport d'autopsie établi par un médecin togolais, un second rapport d'autopsie de l'organisation non-gouvernementale *Physicians for Human Rights* mandatée par le Haut Commissariat aux Droits de l'Homme des Nations Unies conclut à une cause **probable** de mort par noyade (par exclusion des autres causes) et relève, entre autres, l'énigme que constitue la découverte du corps de Monsieur Atsutsè Kokouvi Agbobli dénudé à l'exception de ses mocassins et ses chaussettes.

Cette énigme s'ajoute à celle de sa disparition pendant près de vingt-quatre heures et aux menaces dont Monsieur Atsutsè Kokouvi Agbobli aurait fait l'objet avant sa mort en raison de ses prises de position virulentes contre le régime togolais.

Afin de faire toute la lumière sur les circonstances extrêmement troubles du décès de Monsieur Atsutsè Kokouvi Agbobli et de pouvoir caractériser les responsabilités, ses enfants ont appelé à la création dans les plus brefs délais d'une commission d'enquête indépendante.

Connaissant votre attachement, aux soucis de vérité de ceux qui en Afrique souffrent de crimes qui restent trop souvent impunis, mes clients veulent vous dire leur espoir que la France, partenaire et ami du Togo soutienne cette initiative de transparence et de justice dans un pays où les Droits de l'Homme, vous le savez, ont été trop longtemps bafoués.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de la République, l'expression de ma profonde considération.

William Bourdon